

Questions orales

L'assurance-maladie répond aux besoins des Canadiens sur le plan de la santé. C'est exactement ce que nous faisons. Comme d'habitude, le chef de l'opposition parle d'universalité et dit vouloir permettre à tous les Canadiens de continuer à recevoir leur chèque.

Or, je voudrais lui citer les paroles de son collègue, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. McKenna; voici ce qu'il a dit: «Le temps est venu pour le premier ministre du Nouveau-Brunswick d'être prêt à renoncer à son chèque d'allocations familiales afin que son voisin qui est pauvre puisse recevoir deux fois plus d'argent.» Est-ce là votre opinion, monsieur le chef de l'opposition?

Une voix: Non, non!

Une voix: D'autres questions?

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Je constate avec plaisir que vous suivez l'exemple du premier ministre libéral du Nouveau-Brunswick. Vous en arriverez bientôt à suivre celui du chef des libéraux fédéraux à la Chambre.

[Français]

Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Depuis sept ans, la politique économique du gouvernement se résume en trois points: absence de programmes de formation, coupures en recherche et développement, et aucune mesure d'ajustement pour les travailleurs qui perdent leur emploi. Le Budget ne fait absolument rien pour corriger cette situation. Une politique anti-inflationniste seule n'est pas suffisante.

Comment le ministre peut-il concilier cette politique de bras croisés avec la nécessité de restructurer fondamentalement l'économie canadienne?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, si le député avait écouté l'exposé budgétaire et, plus important encore, s'il avait lu le budget, il admettrait qu'il y a beaucoup de mesures pour améliorer la compétitivité et rehausser la confiance dans le secteur de la fabrication et de la transformation, secteur durement touché pendant cette récession et pendant la restructuration industrielle en cours.

Le budget comporte notamment des mesures allant de la hausse de la déduction pour amortissement à la baisse de l'impôt sur le revenu, en passant par l'intensification de la recherche et du développement, le capital de risque et des mesures favorisant la petite entreprise. Toutes ces mesures auront un effet très positif et placeront le Canada dans une position concurrentielle pour attirer des

investissements qui permettront non seulement de perfectionner et de moderniser les activités de fabrication et de transformation, mais aussi d'en créer de nouvelles.

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): J'ai une question supplémentaire, monsieur le Président.

Ce budget, c'est la frime et le temps de la frime est révolu. Le ministre soutient que nous pouvons relever le défi que les Européens, les Asiatiques et les Américains opposent à notre base industrielle et à nos centaines de collectivités pratiquement dévastées, en adoptant un budget qui confirme simplement la démence économique des sept dernières années.

Qu'est-ce qu'il y a pour le recyclage? Du blablabla! Qu'est-ce qu'il y a pour la recherche et le développement? Une goutte dans l'océan! Qu'est-ce qu'il y a pour les mesures d'adaptation? Rien! Qui pensez-vous pouvoir berner, pour l'amour du ciel?

M. le Président: Je demande aux députés de ne pas se laisser emporter par leur enthousiasme au point d'adresser leurs questions directement au ministre. Il faut passer par l'entremise de la présidence.

M. Martin: Monsieur le Président, vous avez raison. Étant donné la façon dont ces gens répondent aux questions, c'est à vous que je devrais les poser et non à eux par votre entremise.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le budget d'hier est un budget qui a abandonné l'équité salariale pour les femmes, le principe de l'universalité et les chômeurs du pays. Un budget qui accepte qu'il y ait 1,5 million de chômeurs au Canada et qui ne leur offre rien constitue un échec dès le départ.

Le chômage coûte à notre pays 30 milliards de dollars par année et, aujourd'hui, nous avons appris que les prestations d'assurance-chômage ont à elles seules augmenté de 34 p. 100.

Le ministre des Finances avait des choix. Alors, pourquoi a-t-il choisi de maintenir la déduction d'un milliard de dollars pour déjeuners d'affaires accordée à ceux qui ont de l'argent, au lieu de prendre cet argent et de le consacrer à la création d'emplois, pour redonner du travail aux Canadiens?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je sais que le Nouveau Parti démocratique est contre les entreprises et voudrait que nous supprimions également l'impôt sur les gains en capital.